

RAPPORT ANNUEL 2009-2010

RAPPORT ANNUEL 2009-2010

Le mandat du ministère s'est élargi en 2009-2010 pour inclure la direction des aspects commerciaux et économiques du secteur forestier, dont la stratégie industrielle, les programmes de compétitivité du secteur, l'allocation du bois d'œuvre résineux et du bois, l'établissement des prix et la délivrance de permis.

Afin de soutenir les nouvelles initiatives et les programmes ministériels existants, le gouvernement, par l'entremise du ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts, a investi plus de 1,2 milliard de dollars dans le Nord et dans les secteurs minier et forestier de l'Ontario au cours de l'exercice 2009-2010.

ROUTES DU NORD ET ROUTES D'HIVER

En 2009-2010, le ministère a investi quelque 648 millions de dollars dans la réfection et le prolongement des routes du Nord en vue d'améliorer la sécurité routière et la qualité de vie des résidents du Nord et de stimuler le développement économique. Faits saillants :

- environ 295 millions de dollars pour l'élargissement du réseau (quatre voies) et les projets d'initiatives de sécurité;
- environ 353 millions de dollars pour la réfection du réseau, incluant du financement supplémentaire pour les ponts;
- les travaux d'élargissement à quatre voies des routes 11 et 69 se sont poursuivis, tout comme le programme pluriannuel d'initiatives de sécurité (voies de dépassement, amélioration des intersections, éclairage) sur les routes 11 et 17 dans l'ensemble du Nord;
- dans le cadre du budget provincial de 2009, de nouveaux projets d'élargissement à quatre voies ont en outre été entrepris dans le Nord-Ouest sur les routes 11 et 17, à l'est de Thunder Bay;
- par conséquent, l'acquisition de biens-fonds et les travaux d'ingénierie ont été achevés dans le cadre d'un projet de 5 kilomètres à Thunder Bay, de l'avenue Hodder à la route 527, et d'un projet de 14 kilomètres, de Mackenzie à Birch Beach plus à l'est. Ces deux projets de construction devraient commencer en 2010;
- les gouvernements provincial et fédéral ont en outre démontré leur engagement à collaborer en vue d'améliorer les routes du Nord en annonçant un financement conjoint de projets d'élargissement à quatre voies dans le Nord-Ouest et le Nord-Est de l'Ontario, dont :
 - 72 millions de dollars pour un projet de 10 km sur la route 17 allant de la frontière du Manitoba à Kenora, qui devrait commencer en 2010 (sous réserve de l'achèvement de l'évaluation environnementale);
 - 128 millions de dollars pour un projet de 8 km sur la route 69, au sud de Sudbury, qui a débuté à l'automne 2009.

Grâce au Programme des routes d'hiver, les résidants de 31 collectivités éloignées du Grand Nord ont un accès plus économique et plus sûr aux services et aux fournitures en empruntant le réseau de routes d'hiver de 3 000 kilomètres. Le ministère a investi 4,2 millions de dollars dans la construction du réseau des routes d'hiver en 2009-2010 et 22,2 millions de dollars en frais de construction et d'entretien du réseau depuis 2004-2005.

SOCIÉTÉ DE GESTION DU FONDS DU PATRIMOINE DU NORD DE L'ONTARIO

La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO) constitue toujours un outil important de promotion du développement économique dans le Nord. La SGFPNO a continué de travailler en partenariat avec les collectivités, les sociétés, les entrepreneurs et les jeunes dans le Nord de l'Ontario en vue de créer des emplois et de renforcer l'économie.

Depuis octobre 2003, plus de 12 950 emplois et 415 stages en éducation coopérative ont été créés ou conservés dans le Nord grâce à environ 3 000 projets dans lesquels la SGFPNO a engagé plus de 506 millions de dollars. Ces investissements ont attiré 1,6 milliard de dollars de plus de la part des partenaires des projets.

En 2009-2010, la SGFPNO a soutenu de nombreuses initiatives importantes par l'entremise de ses programmes. Depuis le début du nouveau mandat en janvier 2005, des investissements importants ont été effectués, dont les suivants :

- plus de 193 millions de dollars ont été investis dans des projets locaux d'amélioration de l'infrastructure et de développement communautaire par l'entremise du Programme d'amélioration de l'infrastructure et de développement communautaire de la SGFPNO;
- plus de 30 millions de dollars ont été approuvés dans le cadre du Programme d'éducation coopérative et de stages pour les jeunes. Cela a permis d'offrir plus de 1 500 stages en éducation coopérative et autres dans tout le Nord, y compris les collectivités éloignées du Grand Nord;
- plus de 6,7 millions de dollars ont été investis dans plus de 290 entreprises du Nord, dans le cadre du Programme des jeunes entrepreneurs;
- plus de 84 millions de dollars ont été investis par l'entremise du Programme de création d'emplois par les entreprises du Nord dans le but de créer des emplois et de permettre aux petites et moyennes entreprises du Nord de réussir;
- plus de 90 millions de dollars ont été investis par l'entremise du Programme de technologies émergentes. Ces investissements ont apporté un soutien important aux secteurs émergents du cinéma, de l'animation et de la biotechnologie, tout en accroissant la capacité des services de téléphonie cellulaire et des services à large bande dans le Nord;
- depuis 2003, le gouvernement a investi plus de 34 millions de dollars dans les collectivités autochtones par l'entremise des programmes de la SGFPNO, y compris l'expansion des services de télésanté, le développement du secteur riverain et les attractions culturelles.

Par l'entremise de la SGFPNO, le ministère a en outre lancé le Programme des entrepreneurs du Nord de l'Ontario en mai 2009 en vue de mieux répondre aux besoins particuliers des clients du Nord. Le nouveau programme accorde aux entrepreneurs motivés des subventions remboursables sous condition d'un montant maximum de 125 000 \$ afin de les aider à lancer leur propre entreprise dans le Nord de l'Ontario. Les critères du Programme de création d'emplois par les entreprises du Nord et du Programme de technologies émergentes du secteur privé de la SGFPNO ont été considérablement améliorés afin de mieux aider les entreprises du Nord. Pour les deux programmes, la moitié du financement de 1 million de dollars consenti par la SGFPNO peut désormais être accordée sous forme de subvention remboursable sous condition.

PLAN DE CROISSANCE DU NORD DE L'ONTARIO

Le ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts et celui de l'Énergie et de l'Infrastructure ont maintenu leur collaboration avec les gens du Nord afin d'élaborer le Plan de croissance du Nord de l'Ontario.

Les deux ministères ont publié conjointement le Plan de croissance proposé en octobre 2009 à des fins d'examen et de commentaires du public. Ce plan tenait compte des commentaires de plus de 2 500 résidents du Nord qui avaient formulé des commentaires et des idées à l'occasion de plus de 80 réunions et ateliers qui ont eu lieu dans l'ensemble du Nord de l'Ontario.

Depuis la publication du plan en octobre 2009, près de 300 mémoires ont été reçus par la poste, par courriel ou directement sur le site Web Place à la croissance. Environ 1 400 résidents du Nord ont participé à dix réunions publiques et à plus de 40 ateliers dans le but d'examiner le plan proposé et de formuler des commentaires à ce sujet.

Dans le cadre des efforts des ministères visant à consulter les peuples autochtones pour la préparation du Plan de croissance du Nord de l'Ontario, dix ateliers régionaux ont eu lieu en février et mars 2010. Ces ateliers ont donné l'occasion aux Premières nations, à la Métis Nation of Ontario et à d'autres organismes autochtones d'examiner le plan de croissance proposé et de formuler des commentaires à son égard. D'autres activités de consultation ont été soutenues dans le cadre d'ententes conclues avec les conseils tribaux, le Grand Council Treaty No. 3, la Métis Nation of Ontario et d'autres organismes autochtones provinciaux.

Le ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts et celui de l'Énergie et de l'Infrastructure collaborent avec d'autres ministères provinciaux en vue de tenir compte des commentaires et des idées des résidents du Nord au moment de la préparation d'un plan définitif et de sa mise en œuvre. Un Plan de croissance du Nord de l'Ontario définitif devrait être publié d'ici la fin de 2010.

CONSEILS DE DÉVELOPPEMENT DU NORD (CDN)

En 2009-2010, les Conseils de développement du Nord ont continué d'assumer leur rôle qui consiste à offrir des conseils sur les principales questions stratégiques touchant le Nord de l'Ontario en orientant leurs commentaires sur le projet de Plan de croissance du Nord de l'Ontario.

OBLIGATIONS DE DÉVELOPPEMENT DU NORD DE L'ONTARIO

Le programme pilote quinquennal Obligations de développement du Nord de l'Ontario a recueilli près de 13 millions de dollars grâce à la vente de ces obligations. Le produit de l'émission d'obligations a été utilisé pour consentir des prêts aux entreprises du Nord. Les obligations ont une durée de cinq ans; elles arrivent à échéance le 11 avril 2010.

En décembre 2009, dans le cadre de la préparation de la fin du programme pilote et du remboursement des obligations, le portefeuille de prêts des Obligations de développement a été transféré à la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.

Cette société et son conseil demeureront en place jusqu'à ce que la liquidation des affaires commerciales de la Société soit achevée au début de l'automne 2010.

Étant donné que le Programme des Obligations de développement du Nord de l'Ontario était un projet pilote, un examen initial a été entrepris et une évaluation complète du programme est en cours.

PROGRAMME INVESTINORD DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

Le Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario a continué à promouvoir les occasions d'investissement dans le Nord de l'Ontario sur la scène internationale en communiquant de façon ciblée avec des investisseurs étrangers dont l'orientation stratégique « correspond » à celle du Nord de l'Ontario et en promouvant les capacités de cette région et ses avantages sur le plan de l'emplacement.

Des conseillers spécialisés en développement international situés en Europe et aux États-Unis ont visité environ 200 entreprises et cerné 50 occasions cette année. Bon nombre de ces investisseurs ont profité de l'occasion pour venir en Ontario et visiter des emplacements potentiels dans le Nord de la province. Des relations ont été établies et entretenues avec ces investisseurs potentiels.

En ce qui concerne les activités promotionnelles, 145 encarts ont été insérés dans des publications spécialisées sectorielles et générales relativement aux capacités commerciales du Nord de l'Ontario et à ses avantages sur le plan de l'emplacement. Une campagne de publicité sur Internet dirige en outre les internautes vers le site Web d'InvestiNord, qui fait partie du site Investir en Ontario.

Plusieurs visites des médias ont été effectuées, dont une dans le secteur minier axée sur le matériel et les services et une dans le secteur de l'énergie et des technologies vertes. Elles ont permis d'emmener des journalistes européens et asiatiques dans les villes de Timmins, Sudbury, North Bay et Sault Ste. Marie. Ces visites ainsi que d'autres ont entraîné une importante couverture médiatique dans des publications spécialisées et sectorielles sur ces marchés.

On s'intéresse en outre beaucoup aux initiatives gouvernementales liées au développement des énergies renouvelables et de la bioéconomie, ce qui nourrit l'intérêt à l'égard du Nord de l'Ontario.

Dans le cadre d'InvestiNord, l'Initiative de réceptivité des collectivités du Nord à l'investissement a continué à aider les collectivités, la société de développement économique et les Premières nations à déterminer les occasions d'investissement et à se préparer à attirer les investisseurs. Depuis le lancement du programme RCNI en novembre 2005, des sommes totalisant plus de 1,8 million de dollars ont été approuvées aux fins de financement de 202 initiatives dans l'ensemble du Nord et 155 collectivités distinctes, dont 53 Premières nations, ont profité du financement de ce programme. En 2009-2010, le ministère a approuvé 63 projets et a aidé 65 collectivités distinctes, dont 32 collectivités des Premières nations.

COMMISSION DE TRANSPORT ONTARIO NORTHLAND (CTON)

Le ministère a versé à la CTON plus de 54 millions de dollars au titre des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations en 2009-2010 pour la prestation de services de transport des voyageurs et son programme d'immobilisations des lignes de chemin de fer commerciales dans le Nord-Est.

Services ferroviaires

La CTON continue d'aider et de soutenir les entreprises du Nord-Est de l'Ontario en leur fournissant des services de transport fiables et concurrentiels.

Pour soutenir le développement économique et la prospérité du Nord, la CTON poursuit son partenariat avec les groupes de tourisme régionaux afin de fournir les services du Polar Bear Express et du Dream Catcher Express et s'est associée avec des représentants des collectivités et des sociétés afin de lancer le Train-vélo et d'exploiter le train du Concours international de labour.

La CTON maintient son engagement à assurer la sécurité et l'intégrité de son infrastructure ferroviaire et, en 2009-2010, elle a investi 23,1 millions de dollars dans divers projets, dont l'installation de rails nouveaux et de réemploi ainsi que de nouvelles traverses, le surfacage des voies, l'entretien et la réfection des ponts et des ponceaux, l'entretien des gares et la rénovation des voitures à voyageurs.

Transport en autocar

Le Service de transport en autocar d'Ontario Northland continue de s'enorgueillir de sa ponctualité et de son service à la clientèle exceptionnels. À la fin de décembre, l'organisme a reçu deux autocars neufs. L'ajout de ces véhicules, jumelé à la mise hors service de deux autocars plus vieux, a permis à l'organisme de maintenir son parc d'autocars à 25 véhicules en vue de fournir des services à plus de 235 000 voyageurs. Les nouveaux autocars offrent un accès amélioré aux fauteuils roulants, un dégagement aux jambes supplémentaire pour les voyageurs, des prises de courant pour l'utilisation de matériel électronique pendant le voyage et une sécurité accrue aux conducteurs.

Ontera (télécommunications)

Ontera a achevé la construction de son réseau annulaire de fibre optique, qui représente un investissement de 23 millions de dollars, donnant accès aux résidents, aux sociétés et aux institutions du Nord-Est de l'Ontario à un réseau de fibre optique à grande capacité qui fournit des services de télécommunication améliorés. L'infrastructure répond en outre aux besoins d'autres entreprises de télécommunication.

Remise à neuf

Le 31 mars 2010, la CTON a livré 85 voitures de train de banlieue remises à neuf, dans le cadre du contrat de 81 millions de dollars conclu avec GO Transit pour remettre à neuf 121 voitures. La Division des services ferroviaires continue de chercher à conclure d'autres contrats de remise à neuf.

Partenariat avec le Conseil Mushkegowuk

Le Conseil Mushkegowuk et la CTON ont donné leur accord à un partenariat de planification à long terme. Grâce à ce partenariat, ils envisageront diverses initiatives conjointes qui pourraient éventuellement avantager les deux parties et offrir d'excellentes occasions de développement économique et des répercussions sociales avantageuses pour le Grand Nord, telles que des emplois, l'amélioration des services, le développement de l'infrastructure de transport et de télécommunication et le tourisme.

Service de traversiers de Moosonee-Moose Factory

La construction d'un nouveau traversier pour passagers et marchandises permettant de desservir les collectivités de Moosonee et de Moose Factory s'est poursuivie en 2009. Le nouveau navire d'une valeur de 3,5 millions de dollars remplacera le Manitou II, qui fournit actuellement des services de traversiers aux deux collectivités, et devrait entrer en service à la fin de l'été 2010.

OWEN SOUND TRANSPORTATION COMPANY (OSTC)

Le service de traversier du M.S. Chi-Cheemaun relie, de façon saisonnière, Baymouth Sud, l'île Manitoulin et Tobermory sur la péninsule de Bruce. Il transporte en moyenne plus de 200 000 passagers chaque année. Le ministère a versé 600 000 \$ à l'OSTC en aide opérationnelle pour assurer le service.

L'OSTC a achevé la conception et la construction de plates-formes élévatrices hydrauliques pour fauteuils roulants destinées aux rampes d'accès pour passagers des gares de Tobermory et de Baymouth Sud et ces deux plates-formes ont été mises en service au début de la saison 2009. Le projet a coûté 661 644 \$ au total. Ces projets permettront d'améliorer l'accessibilité pour tous les passagers.

En 2009-2010, l'OSTC a investi 1,1 million de dollars en vue d'améliorer le M.S. Chi Cheemaun pour satisfaire aux exigences de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario*, de procéder à des mises à niveau dans le domaine de la santé et de la sécurité et d'assurer l'amélioration constante des immobilisations.

PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Le programme de prévention de la violence faite aux femmes dans le Nord de l'Ontario soutient les projets et les initiatives qui cherchent à protéger les femmes et les enfants contre la violence familiale.

En 2009-2010, le ministère a versé 280 000 \$ à 94 projets dans l'ensemble du Nord de l'Ontario. Parmi les bénéficiaires du financement figurent des centres de ressources familiales et d'aide aux victimes d'agression sexuelle, des groupes de santé publique, des conseils scolaires, des associations multiculturelles, des refuges pour femmes et des organismes qui travaillent auprès des personnes handicapées.

SOUTENIR UN SECTEUR MINIER PROSPÈRE

En 2009-2010, le ministère a poursuivi ses efforts de mise en œuvre de la Stratégie d'exploitation des minéraux afin d'attirer de nouveaux investissements dans le secteur minier et de faciliter la mise en place de partenariats significatifs avec les collectivités autochtones et le secteur minier.

POINTS SAILLANTS DU SECTEUR MINIER

L'Ontario a maintenu son rang de chef de file canadien pour la production de minéraux non combustibles et de principal intervenant sur la scène mondiale. La production minière de la province en 2009 a été évaluée à 9,6 milliards de dollars, ses 27 mines de métaux injectant 6,6 milliards de dollars dans l'économie.

L'Ontario s'est classé en tête du pays en 2009 au chapitre des dépenses d'exploration, qui se sont établies à 469 millions de dollars, et devrait de nouveau être en tête pour la troisième fois de suite en 2010. Le nombre de concessions minières actives est resté élevé en 2009; on en comptait 336 000.

En mars 2009, l'Ontario s'est joint sur la scène mondiale aux quelques pays privilégiés possédant tous les éléments de l'industrie diamantaire, de l'exploitation minière à la vente au détail, grâce à la création de la Diamond Bourse of Canada. Située à Toronto, la Bourse propose un lieu sûr aux diamantaires qui achètent et vendent des diamants bruts et polis tout en offrant à ses membres une efficacité, des économies de coûts et une crédibilité accrues en matière de commerce international de diamants. La Diamond Bourse of Canada est une initiative pilotée par le secteur et appuyée par ses membres.

La première installation ontarienne de taille et de polissage de diamants, située à Sudbury, a ouvert ses portes en août 2009. Chaque année, l'installation taillera et polira des pierres brutes d'une valeur estimative de 25 millions de dollars provenant de la mine Victor de DeBeers Canada située dans les basses terres de la baie James, à environ 90 kilomètres à l'ouest d'Attawapiskat.

CARTOGRAPHIE GÉOSCIENTIFIQUE

En s'appuyant sur l'engagement qu'a pris la province dans le Budget de 2008 de verser 20 millions de dollars sur quatre ans afin d'améliorer les activités géoscientifiques permettant de déterminer les débouchés économiques dans l'ensemble de l'Ontario, la Commission géologique de l'Ontario a été active dans tous ses secteurs d'activité géoscientifique. Parmi les faits saillants, citons les projets d'arpentage dans le Grand Nord, la réalisation de levés géoscientifiques géochimiques du substrat rocheux et des matériaux de surface à l'appui du développement communautaire dans le Nord proche et le Sud, une nouvelle initiative géoscientifique liée à l'énergie dans le but d'évaluer le potentiel d'énergie géothermique et non classique dans le Sud, une série de projets géoscientifiques détaillés liés aux eaux souterraines et environnementaux dans le Sud à l'appui de la santé publique et de la protection des sources d'eau. La disponibilité de ces biens et services géoscientifiques demeure un important aspect des efforts de marketing internationaux du ministère qui ont attiré les investissements dans le secteur minier de l'Ontario.

Les biens et services géoscientifiques modernes continuent de fournir des données et des renseignements aux collectivités éloignées des Premières nations afin d'appuyer l'aménagement communautaire du territoire et les partenariats dans le cadre des activités économiques du secteur privé, tout en soutenant les efforts que déploie le ministère au moment où le gouvernement donne suite à son engagement de protéger 225 000 kilomètres carrés de forêt boréale.

La Commission géologique de l'Ontario a continué de travailler en partenariat avec les collectivités autochtones, les offices de protection de la nature, l'industrie, les universités, d'autres ministères de l'Ontario, les municipalités et le gouvernement fédéral afin de veiller à ce que les connaissances géoscientifiques de l'Ontario soient à jour, crédibles et accessibles pour définir l'éventail des priorités de la province en matière de politiques.

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Le ministère a continué de miser sur la réussite d'une nouvelle stratégie d'investissement et de promotion. L'ajout d'un service de collecte d'information sur les ressources propre au secteur permet désormais au ministère de cibler les investisseurs nationaux et internationaux ainsi que les entreprises d'exploration et d'exploitation minières. Cette nouvelle ressource fait le suivi de ces entreprises et de leurs projets dans le monde entier. Grâce à ces précieux renseignements, plus de 90 entreprises d'exploitation et d'exploration minières ont été directement identifiées et ciblées dans le cadre de huit événements de marketing différents en 2009.

En 2008, un outil de visualisation fonctionnant avec Google Earth a été mis au point afin de permettre aux données géologiques de l'Ontario d'être placées sur une imagerie satellitaire de la surface de la Terre. En 2009, le ministère a beaucoup amélioré l'accès aux divers ensembles de données, aux dossiers d'évaluation et aux publications de la CGO. Ce produit facilite l'accès aux données géoscientifiques de l'Ontario au moyen d'Internet et leur utilisation afin de créer un outil efficace et concurrentiel visant à susciter l'intérêt des investisseurs.

ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES MINES

L'une des plus importantes mesures visant à améliorer la situation de l'Ontario en matière d'investissements dans le secteur minier a été la modernisation de la *Loi sur les mines*. Cette loi novatrice apporte davantage de clarté et de certitude à l'industrie en établissant un cadre clair en matière de gestion responsable et de mise en valeur durable des ressources minières de la province.

La nouvelle loi favorise une mise en valeur équitable, équilibrée et durable des minéraux qui respecte les collectivités et l'environnement et dont tous les Ontariens peuvent bénéficier. Elle apportera des changements positifs à la façon dont l'industrie fait des affaires. Depuis que le projet de loi 173 a reçu la sanction royale en octobre 2009, le MDNMF a lancé une nouvelle étape de consultation avec les intervenants de l'industrie, les Premières nations, les Métis et les groupes non gouvernementaux en vue de contribuer à l'élaboration des meilleurs règlements, programmes, politiques, méthodes et solutions informatiques possible qui donneront vie à la loi. Les différents articles de la loi modifiée seront promulgués au fur et à mesure que les renseignements pertinents seront définis et ils seront progressivement mis en vigueur au cours des cinq prochaines années, selon les exigences de mise en œuvre et de transition.

Le ministère a mis en place, pour les projets de mise en valeur des minéraux en Ontario, un processus de coordination à « guichet unique » qui coordonne les activités de délivrance de permis et d'approbation et définit un cadre qui détermine les rôles, les responsabilités et les attentes des différentes parties.

Le ministère a en outre poursuivi ses travaux en vertu du Programme de réhabilitation des mines abandonnées. Ce programme a permis d'éliminer ou de réduire avec succès les dangers pour l'environnement et la sécurité physique. Depuis 2003, quelque 50 millions de dollars ont été investis dans ce programme.

PARTICIPATION DES AUTOCHTONES

Depuis plusieurs années, le ministère s'emploie à améliorer constamment les relations avec les Autochtones et les processus de participation dans le cadre des projets améliorés de partage de renseignements et de communication.

Depuis 2003, le gouvernement a investi plus de 34 millions de dollars dans les collectivités autochtones par l'entremise des programmes de la SGFPNO, y compris l'expansion des services de télésanté, le développement du secteur riverain et les attractions culturelles.

Cela comprend notamment un investissement de 637 000 \$ pour former 120 jeunes autochtones à Red Lake en vue de l'obtention du certificat en exploitation minière en roche dure dans le cadre du programme de formation Tronc commun de l'Ontario. Ces investissements contribuent à faciliter les ententes économiques entre les Premières nations et le secteur minier, telles que l'entente sur les avantages des répercussions intervenue entre DeBeers et la Première nation d'Attawapiskat.

Le ministère est également au courant du fait que plus de 60 ententes semblables ont été signées entre les Premières nations et l'industrie depuis 1999, à un stade précoce de l'exploration jusqu'aux phases d'extraction de la séquence d'exploitation minière.

Par l'entremise de l'Unité des relations avec les Autochtones, le ministère a poursuivi ses efforts en 2009-2010 afin de favoriser la participation des Premières nations et des Métis dans le secteur minier. Le ministère a conclu des ententes officielles de financement avec un certain nombre d'organismes autochtones en vue de soutenir le développement de leurs capacités à traiter avec l'industrie minière, y compris des ententes avec l'Union of Ontario Indians, le Grand Council Treaty No. 3, les Algonquins de l'Ontario, le Matawa Tribal Council et la Métis Nation of Ontario. Les ententes ont permis à ces organismes autochtones d'accroître leurs capacités d'un certain nombre de façons, notamment l'embauche de conseillers et de coordonnateurs en exploitation minière, une formation axée sur les compétences de base en matière de SIG et de cartographie des valeurs et l'élaboration de lignes directrices provisoires sur l'engagement des collectivités avec l'industrie minière.

En mars 2010, le ministère a en outre renouvelé ses relations avec le Grand Council Treaty en signant une lettre d'engagement afin de renforcer la relation de travail qu'il entretient avec les Premières nations du Traité 3.

En plus de favoriser le développement des capacités, le ministère a soutenu la participation des Premières nations et des Métis à de nombreux forums d'information sur le secteur minier, notamment l'Association canadienne des intérêts autochtones de l'industrie minière et l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs.

FAITS SAILLANTS DU SECTEUR FORESTIER

Le secteur forestier de l'Ontario est un élément essentiel de l'économie de la province, dont il est le deuxième secteur industriel en importance. Au total, il soutient près de 200 000 emplois directs et indirects dans plus de 260 collectivités ontariennes. Parmi celles-ci, 40 sont classées comme étant très dépendantes des emplois dans le secteur forestier pour survivre. Soixante-trois ont été déterminées comme étant modérément dépendantes.

Les forêts de l'Ontario, qui représentent deux pour cent du total mondial, comptent quelque 85 milliards d'arbres. Des 71 millions d'hectares de terrains forestiers de l'Ontario, 57 millions, soit 80 pour cent, appartiennent à l'État et sont connus sous le nom de forêts de la Couronne. Environ 13 pour cent des terrains forestiers de l'Ontario font l'objet d'autres types de propriété (secteur privé, Premières nations, gouvernement fédéral et zones protégées). Le gouvernement de l'Ontario supervise la gestion des forêts de la Couronne, y compris l'exploitation forestière commerciale (récolte) sur plus de 26 millions d'hectares.

L'importance de nos forêts pour l'avenir de la province n'a jamais été plus apparente. L'Ontario a l'occasion de renforcer sa position à titre de chef de file mondial du secteur forestier reconnu pour :

- la gestion durable d'un actif forestier de calibre mondial;
- un secteur forestier innovateur, diversifié et concurrentiel;

- la participation et l'entrepreneuriat des Autochtones dans le secteur forestier;
- son expertise sur le plan des technologies et des services verts.

Afin de soutenir le rétablissement de l'industrie, le ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts a mis en œuvre deux nouvelles initiatives en plus de poursuivre les programmes existants conçus pour accroître la compétitivité du secteur.

EXAMEN DU RÉGIME DE TENURE FORESTIÈRE ET D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Dans le budget provincial du 26 mars 2010, le ministre des Finances Duncan a indiqué que le régime de tenure forestière et d'établissement des prix de l'Ontario ferait l'objet d'un examen dans le but d'explorer les possibilités d'en améliorer la conception.

Le 27 août 2009, le ministère a annoncé un examen complet visant à moderniser le régime de tenure forestière et d'établissement des prix de l'Ontario. En outre, un document de travail intitulé « Les forêts de l'Ontario, l'avenir de l'Ontario – Projet de cadre de travail pour moderniser le régime ontarien de tenure forestière et d'établissement des prix » a été publié.

Un régime de tenure forestière et d'établissement des prix plus souple et plus ouvert est essentiel pour bâtir une nouvelle économie et créer un avenir meilleur dans le secteur forestier et le Nord de l'Ontario.

Le ministère a mené des consultations à grande échelle avec le secteur, les groupes environnementaux, les collectivités autochtones et le secteur parapublic et s'est inspiré d'un éventail d'expertises, de connaissances et de perspectives sur les façons de restructurer et d'améliorer le régime de tenure actuel.

Afin de faciliter cet examen, des séances publiques et des tables rondes ont eu lieu en septembre et en octobre dans huit collectivités de l'Ontario : Sault Ste. Marie, Timmins, Hearst, Dryden, Thunder Bay, Marathon, Huntsville et Pembroke.

En mars 2010, le personnel du ministère a présenté ses conclusions au Conseil des ministres et reçu l'autorisation de mener d'autres consultations sur la façon de mettre en œuvre le cadre souhaité. Ces consultations se poursuivront en 2010-2011.

ÉTAPE II : PROCESSUS DE COMPÉTITION POUR L'APPROVISIONNEMENT EN BOIS EN ONTARIO

Le 20 janvier 2009, le ministère des Richesses naturelles (MRN) a lancé la première étape d'un processus concurrentiel d'approvisionnement en bois de la Couronne, la demande de déclarations d'intérêt pour les ressources forestières de la Couronne inutilisées. Ce processus avait pour objet de déterminer le niveau d'intérêt et de voir si un processus concurrentiel d'approvisionnement était justifié. Au total, 131 promoteurs canadiens et internationaux ont soumis un document, comprenant un large éventail de nouvelles propositions dans les domaines notamment des biocarburants, des produits biochimiques, des granulés de bois, des projets de production combinée de chaleur et d'électricité, des matériaux composites et autres utilisations à valeur ajoutée. On y proposait l'aménagement de 143 installations, dont 55 % pour la production de granulés de bois.

Misant sur l'intérêt marqué qui s'est manifesté à la première étape, le ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts a lancé la deuxième étape le 26 novembre 2009, soit le Processus de compétition pour l'approvisionnement en bois en Ontario. L'objectif visé est de remettre des lettres d'intention aux promoteurs retenus pour l'approvisionnement en bois.

Les promoteurs avaient jusqu'au 31 mars 2010 pour soumettre leurs propositions, qui seront évaluées en fonction de l'expérience en gestion, du financement et des investissements du promoteur, de la viabilité économique et financière, de la faisabilité opérationnelle, de l'approvisionnement en bois, des avantages pour les Autochtones ainsi que d'autres avantages économiques et environnementaux.

La troisième étape du processus aura lieu après que le ministre aura envoyé une lettre d'intention aux promoteurs potentiels retenus afin de conclure une entente d'approvisionnement et elle sera axée sur la mise en œuvre de plans d'activités fructueux. Cette étape du processus sera coordonnée avec l'Examen du régime de tenure forestière et d'établissement des prix afin d'assurer une transition en douceur et de minimiser les perturbations au sein de l'industrie forestière.

FONDS DE PROSPÉRITÉ POUR LE SECTEUR FORESTIER

Le Fonds de prospérité pour le secteur forestier (FPSF) est un programme triennal de contribution conditionnelle pour la transformation des immobilisations de l'industrie des produits forestiers et l'accélération des initiatives de transition et de réduction des coûts d'électricité. L'objectif du programme est de cibler et d'attirer de nouveaux investissements en immobilisations pour la conservation et la cogénération d'énergie dans le secteur forestier, la production d'énergie à partir de la biomasse, la gestion de la charge électrique, la fabrication à valeur ajoutée, l'amélioration de l'efficacité de la fibre ligneuse, la manutention avancée et efficiente des matériaux et les nouvelles technologies environnementales.

À ce jour, les engagements se sont élevés à 129,6 millions de dollars pour aider 37 usines. En 2009-2010, 50,6 millions de dollars ont été offerts pour la réalisation de 16 projets.

PROGRAMME DE GARANTIE DE PRÊTS POUR LE SECTEUR FORESTIER

Le Programme de garanties de prêts pour le secteur forestier (PGP) est un mécanisme financier conçu pour soutenir l'initiative de revitalisation du secteur forestier. Le but du programme est de stimuler les investissements du secteur privé dans les projets d'immobilisations en vue d'accroître l'avantage concurrentiel du secteur forestier, d'atténuer le risque de crédit pour encourager la participation des prêteurs commerciaux au financement de l'infrastructure et d'améliorer la viabilité opérationnelle des projets grâce à un financement à coût raisonnable.

À ce jour, les engagements se sont élevés à 129,9 millions de dollars pour aider 13 usines.

En 2009-2010, 36,8 millions de dollars ont été offerts pour la réalisation de deux projets.

- À ce jour, le FPSF et le PGP ont suscité plus de 870 millions de dollars en investissements au total.

- En 2009-2010, le FPSF et le PGP ont suscité plus de 450,3 millions de dollars en investissement au total, un montant nettement supérieur à l'objectif de 200 millions.

PROGRAMME PROMOTION DU BOIS DE L'ONTARIO

Dans sa quatrième année d'activités, le programme Promotion du bois de l'Ontario a continué de verser 1 million de dollars par année afin d'appuyer et de promouvoir l'expansion de l'activité économique dans les domaines de la fabrication de produits du bois à valeur ajoutée, de l'élargissement des marchés intérieurs et internationaux des produits du bois à valeur ajoutée nouveaux et existants, du perfectionnement des compétences, des connaissances et des nouvelles technologies visant à soutenir l'expansion du secteur des produits du bois à valeur ajoutée et la mise sur pied d'une passerelle permettant aux sociétés émergentes et aux entrepreneurs d'accéder aux nouveaux marchés, aux programmes d'études et de formation, au transfert de technologies, à la recherche appliquée et au développement.

L'initiative Branché sur le BOIS! du Conseil canadien du bois, qui promeut l'utilisation de produits du bois dans les applications industrielles et commerciales, a bénéficié d'un soutien continu en 2009. Cette initiative importante augmente la demande intérieure de produits forestiers à valeur ajoutée et cherche à influencer les personnes responsables de la conception et de la construction de bâtiments non résidentiels.

L'Association d'exportation des produits en bois de l'Ontario a bénéficié d'un soutien relativement à un certain nombre de projets en vue d'augmenter et d'influencer la demande à l'exportation de produits forestiers à valeur ajoutée et de déterminer les marchés dans lesquels les fabricants ontariens pourraient obtenir le plus de succès.

Un soutien financier a été offert pendant une autre année à l'initiative relative aux produits du bois à valeur ajoutée du Nord de l'Ontario de FPIInnovations afin de susciter l'intérêt des entrepreneurs à l'égard de l'industrie à valeur ajoutée et d'aider les PME actuelles à étendre leurs marchés, à mettre au point des produits et à réaliser des économies dans leurs procédés de fabrication actuels.

De l'aide a en outre été offerte pour le perfectionnement des compétences et l'acquisition des connaissances nécessaires à la préparation de la prochaine génération de travailleurs à valeur ajoutée sous forme de financement accordé :

- à l'Université de Toronto pour créer des programmes de premier, deuxième et troisième cycles en ingénierie et en biomatériaux forestiers;
- à l'Université Lakehead pour améliorer le soutien technique offert à l'industrie des produits du bois dans le cadre d'un partenariat avec Forintek et rénover les installations de l'université dans le domaine des sciences du bois;
- au Collège Conestoga pour offrir des bourses d'études en vue d'attirer les étudiants vers un nouveau programme de travail appliqué du bois de quatre ans;
- au Collège Confederation pour créer un programme de formation spécialisée;
- au programme Branché sur le BOIS! pour l'administration d'un concours étudiant de conception d'objets de bois et la remise de prix en vue de stimuler et de susciter l'intérêt à l'égard de la conception ingénieuse et créative d'objets de bois.

**PROGRAMME DE TRANSITION ET DE RÉDUCTION DES COÛTS D'ÉLECTRICITÉ
POUR L'INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS DU NORD**

Le Programme de transition et de réduction des coûts d'électricité pour l'industrie des pâtes et papiers du Nord offre un allègement provisoire des coûts d'électricité au secteur forestier afin de lui permettre d'effectuer la transition vers une nouvelle plateforme commerciale concurrentielle et durable. Le programme s'adresse aux sociétés de pâtes et papiers énergivores du Nord de l'Ontario. La remise trimestrielle réduit effectivement de 15 % le coût de l'électricité achetée. Afin d'être admissibles au programme, les participants doivent fournir un plan de transition et de réduction des coûts d'électricité énonçant la façon dont ils s'adapteront à la tarification complète lorsque le programme de remise prendra fin. Le plan de transition doit démontrer la façon dont la consommation d'électricité achetée de la société et (ou) le coût unitaire de production seront réduits sur une période de trois ans.

Le taux de la remise est passé de 7 \$ à 18 \$ le MWh en octobre 2009, ce qui a considérablement augmenté la compétitivité des usines participantes. Ces dernières ont reçu 25,1 millions de dollars de remises sur l'électricité au cours de l'exercice 2009-2010 et 103 millions de dollars, à ce jour, depuis le début du programme. Ces fonds ont aidé les usines à mettre en œuvre des mesures d'économie d'énergie telles que l'installation d'une nouvelle chaudière à biomasse et la réduction des coûts de l'électricité produite à l'intérieur.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES ROUTES FORESTIÈRES PROVINCIALES

Le Conseil de la compétitivité du secteur forestier du ministre (juin 2005) a recommandé que le gouvernement provincial assume sa quote-part des coûts de construction et d'entretien des routes publiques dans les forêts provinciales de la Couronne et que cette part soit définie comme représentant 100 % des coûts relatifs aux routes principales et 50 % des coûts relatifs aux routes secondaires.

Le 29 septembre 2005, le gouvernement a annoncé qu'il mettait à la disposition de l'industrie forestière une somme annuelle de 28 millions de dollars représentant sa part des coûts d'entretien des routes principales en 2005-2006. Le 22 février 2006, il a annoncé une contribution annuelle supplémentaire de 47 millions de dollars au programme routier en vue de couvrir les coûts de construction et d'entretien des routes forestières principales et secondaires. Ce montant s'ajoutait aux 28 millions de dollars précédemment annoncés, portant le total à 75 millions de dollars par année.

Au 12 avril 2010, 325,3 millions de dollars avaient été remboursés à l'industrie forestière au titre de la part du gouvernement pour la construction et l'entretien des routes forestières publiques. Le programme de 2010-2011, qui sera bientôt en cours, versera de nouveau 75 millions de dollars à l'industrie forestière.

Le gouvernement continue de travailler en partenariat avec FPInnovations – Division FERIC afin de mettre au point et de transférer des techniques de construction et d'entretien des routes et des technologies de transport des billes en vue d'aider l'industrie forestière à maximiser l'utilisation du financement du programme dans le cadre de ses activités sur les terres boisées.